

# BOUFFÉES D'OSTALGIE

## DU MÊME AUTEUR

- Erreurs de parcours*, Boréal, 1982  
*La République de Monte-Carlo*, Denoël, 1990  
*Le Testament du Gouverneur*, Boréal compact, 1992  
*Le Zoo de Berlin*, Boréal, 2000  
*Le Salon des immortels*, Denoël, 2002  
*Long Beach*, Denoël, 2006  
*Ces impossibles Français*, Denoël, 2010 (Folio n° 5312)  
*Sête la singulière*, Au fil du temps, 2011  
*Dernier voyage à Buenos Aires*, Notabilia/Noir sur Blanc, 2013  
(Libretto n° 480)  
*Les Parisiens sont pires que vous ne le croyez*, Denoël, 2014  
(Folio n° 5933)  
*La Péninsule*, Notabilia/Noir sur Blanc, 2015

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

# BOUFFÉES D'OSTALGIE

Fragments d'un continent disparu

*Photographies de l'auteur*

LES ÉDITIONS NOIR SUR BLANC

© Louis-Bernard Robitaille pour les photographies  
© 2017, Les Éditions Noir sur Blanc,  
CH-1003 Lausanne

ISBN : 978-2-88250-445-6

L'*ostalgie* (*die Ostalgie* en allemand), depuis les mots *Ost* (Est) et *Nostalgie*, désigne les regards en arrière sur des éléments de la vie de tous les jours dans l'ancienne République démocratique allemande. La notion est utilisée pour elle-même sans connotation positive ou négative.

WIKIPÉDIA (dans le texte)



## Note

Les premières incursions « outre-mur » de l'auteur ont eu lieu au cours de l'hiver 1976-1977. Un passage à Berlin-Est en octobre 1976. Dix jours à Prague au mois de novembre. Moscou puis la Géorgie au mois de février 1977. Deux semaines en Pologne au mois de mars. À cette époque, le communisme soviétique, s'il n'était plus aussi prometteur et conquérant que dans le passé, paraissait toujours aussi immuable. Les morts-vivants qui régnaient au Kremlin continuaient de veiller sur la banquise. Malgré la déflagration produite à l'Ouest par la publication de *L'Archipel du Goulag*, en 1973, le pouvoir soviétique avait réussi à limiter les dégâts à l'intérieur des frontières de l'empire. Mis à part en Pologne, jamais complètement matée malgré la violente répression des émeutes ouvrières de 1970 et 1976, les dissidents, surveillés et harcelés, se comptaient sur les doigts de la main partout ailleurs derrière le rideau de fer. Le mur de Berlin semblait avoir encore l'éternité devant lui.

Dans ce livre, l'auteur a partiellement bousculé l'ordre chronologique, de sorte qu'on trouvera à la fin le récit de son voyage à Moscou et Tbilissi effectué en février 1977, un mois avant sa visite de la Pologne.



Le mur de Berlin en octobre 1976 sur son flanc sud,  
à proximité de Checkpoint Charlie.

## Prologue

« C'est quoi, le Goulag? Un groupe rock? »

Cela se passait au printemps de 1992, à Paris, chez une amie journaliste qui avait longtemps sillonné le monde pour le compte de divers magazines politiques. Elle avait réuni pour un apéritif quelques amis, parmi lesquels un « historique » du *Nouvel Observateur*, un journaliste du service étranger de *Libération*, une pigiste itinérante d'origine hongroise, et moi-même, correspondant en France (et pour l'Europe) du quotidien montréalais *La Presse* depuis 1972.

De quoi pouvaient bien parler une demi-douzaine de journalistes politiques, en ce mois de mars 1992, sinon de la disparition du régime soviétique survenue un soir de décembre 1991? Trois mois après cet événement impensable, nous étions pour ainsi dire encore sous le choc: nullement chagrinés, seulement stupéfaits. Jamais nous n'aurions imaginé assister à un tel dénouement de notre vivant.

Certains optèrent pour un ton léger, assaisonné d'une pincée de mauvais esprit:

– Tout de même, ironisa le journaliste de *Libération*, rien ne remplacera le petit frisson qu'on éprouvait au moment de traverser le mur, cette monumentale porte de prison...

– C’est vrai, dis-je, on se payait à peu de frais une visite sur une autre planète, au royaume du lugubre...

La journaliste itinérante d’origine hongroise, vexée par tant de cynisme, nous suggéra d’aller nous livrer au trafic de drogue en Indonésie, en Malaisie ou en Iran, si nous étions vraiment en mal de sensations fortes.

Bien entendu, nous ne pensions pas un mot de ce que nous disions. Personne parmi nous n’avait jamais eu – ou n’avait plus depuis très longtemps – la moindre sympathie pour le communisme réel, et pas davantage d’illusion sur sa capacité à se réformer, c’est-à-dire à glisser progressivement vers la démocratie tout en conservant *les acquis du socialisme*. Le bloc soviétique ne pouvait que rester indéfiniment le même – pour le plus grand malheur de ses populations – ou alors exploser un jour en plein vol, opérer le grand saut dans l’inconnu. Mais justement, pourquoi aurait-il explosé ? Son arsenal nucléaire le mettait à l’abri de toute agression extérieure, et le formidable contrôle policier exercé sur les citoyens le protégeait des éventuels mouvements d’humeur populaires. Même la turbulente Pologne, mauvais élève du pacte de Varsovie et maillon faible du système, pouvait être « pacifiée » à la condition d’y mettre le prix. Une intervention de l’Armée rouge dans l’un ou l’autre des « pays frères » susciterait l’habituel scandale en Occident, mais cela n’irait jamais plus loin. Le totalitarisme soviétique avait encore de belles décennies devant lui. Il n’était pas biodégradable. Il restait l’un des animaux politiques les plus bizarres qu’on ait jamais vus sur terre et semblait se situer hors de l’Histoire.

Mais justement c’était le caractère marmoréen du monstre qui nous fascinait, tout comme le fait, parfaitement décrit par George Orwell dans *1984*, que l’ensemble de la construction reposait sur un colossal mensonge, sur le truquage des chiffres de la production agricole ou industrielle, sur l’escamotage des catastrophes naturelles, sur un discours millénariste qui repoussait toujours plus loin les frontières du délire. Jamais aucun régime dictatorial n’avait autant asservi et massacré au nom du bonheur, du progrès et de la liberté.

En 1936, faut-il le rappeler, Staline avait promulgué la Constitution « la plus démocratique au monde ». Le reste à l'avenant. En 1938, le communiste yougoslave Anton Ciliga avait intitulé *Au pays du mensonge déconcertant*<sup>1</sup> son livre de mémoires sur « la patrie du socialisme » et son propre passage au Goulag à la fin des années vingt. Dans ce monde étrange, des officiels vous affirmaient en vous regardant droit dans les yeux que les élections étaient régulières, que les syndicats défendaient les ouvriers, que la presse était libre, que personne n'était jamais ni poursuivi ni condamné pour ses opinions. Pendant plusieurs décennies, il s'était trouvé en France – pour ne citer qu'elle – cinq millions d'électeurs pour soutenir un Parti communiste qui, aussi tard qu'en 1980, proclamait par la voix de son Secrétaire général le « bilan globalement positif des pays socialistes ».

De manière très diverse, le communisme avait été pour nous tous la grande affaire (politique) de notre époque. Le journaliste du *Nouvel Obs* avait vécu pendant les années cinquante et soixante à l'ombre du Parti communiste français, qui dominait alors sans partage la gauche au nom de sa légitimité ouvrière. Au sein même de cette gauche non communiste, qui ne voulait pas « désespérer Billancourt<sup>2</sup> », on s'abstenait de clamer son hostilité au régime soviétique car, au-delà de quelques entorses à la démocratie et aux droits de l'homme, celui-ci avait aboli l'économie de marché, exploit sans précédent dans l'Histoire. Il restait le principal rempart contre l'odieux impérialisme américain, c'est-à-dire un défenseur des pauvres et des opprimés. Et puis qui sait ? On pouvait toujours rêver que le système hérité de Lénine et de Staline finisse un jour par évoluer en douceur vers une forme de

---

1. *Au pays du mensonge déconcertant*, Gallimard, 1938. Réédité en 1977 chez 10/18. (Toutes les notes sont de l'auteur.)

2. Célèbre formule de Jean-Paul Sartre dans les années cinquante pour justifier son indulgence vis-à-vis de l'Union soviétique : les usines Renault à Billancourt étaient alors le symbole de la classe ouvrière française et un bastion du Parti communiste.

démocratie – tout en conservant *les acquis de la révolution d'Octobre*, bien entendu.

Le journaliste de *Libé* appartenait à une génération plus récente, que le gauchisme de 1968 avait libérée de l'hégémonie communiste. Désormais on pouvait être anticommuniste sans être forcément de droite. Au milieu des années soixante-dix, le Parti communiste avait perdu une bonne partie de son aura et de son pouvoir d'intimidation auprès des jeunes, des étudiants et des intellectuels. Mais il était encore solidement installé sur un large électorat populaire et à gauche restait totalement incontournable. On se disait qu'en l'an 2000, le PCF serait encore pour longtemps la même *forteresse ouvrière*.

J'étais originaire d'un continent étranger à toute idéologie, où l'adhésion universelle – des partis politiques, des médias, des syndicats – à l'économie de marché finissait par ressembler à un conformisme assez accablant, à ce qu'on n'appelait pas encore la pensée unique. Avec la naïveté qui sied au jeune Nord-Américain, habitué aux groupuscules de gauche éphémères qui rassemblaient quelques dizaines de chevelus dans une grande salle de cours, j'avais éprouvé une certaine attirance pour la contre-société incarnée par le PCF ou, mieux encore, par le Parti communiste italien, ouvert au débat et aux tendances, en rupture quasi définitive avec l'URSS; en réalité, déjà social-démocrate pour l'essentiel. L'eurocommunisme avait derrière lui des centaines de milliers de militants, des millions d'électeurs. Il y avait donc autre chose que l'économie de marché dans la vie? Pour compléter le tableau, j'avais, comme beaucoup, de la sympathie pour de petits pays « héroïques » tels Cuba ou le Nord-Vietnam – aucune, en revanche, pour le bloc soviétique, le mur de Berlin, le flicage de la société, les camps de travail, la censure tentaculaire, la langue de bois élevée au rang de parole sacrée, la persécution des artistes et des écrivains qui refusaient d'être enrégimentés. Mais, comme beaucoup, je pensais qu'il était sans doute possible d'instiller de la démocratie dans les rouages du système sans pour autant tomber dans le capitalisme pur et dur.

L'*outré-mur*, ce territoire immense qui s'étendait de la porte de Brandebourg à Berlin jusqu'à Vladivostok sur le Pacifique, avait le charme fascinant de l'horreur: c'était l'une de ces créatures bizarres qui, une fois surgies du cerveau d'un savant fou, refusent de rentrer dans leur niche, échappent à leur créateur pour semer la mort et la destruction autour d'elles. Sous prétexte de supprimer l'argent et d'instaurer un système collectif de garderies, on avait aménagé une immense prison à ciel ouvert où l'on organisait sans fausse note de lugubres mascarades électorales, où le moindre bureaucrate avait le pouvoir de terroriser le citoyen lambda, où la monnaie de singe imprimée par l'État n'achetait rien sinon des produits pléthoriques et bas de gamme dont personne ne voulait, d'improbables chaussures toutes de taille quarante-quatre, des chapkas étalées à perte de vue pour masquer des rayons de magasin vides, des haricots en conserve et des cornichons marinés à ne plus savoir qu'en faire, des stocks entiers de soutiens-gorges bulgares, mais à peu près jamais d'oranges, de bananes, encore moins de produits culturels subversifs, ou suspects, ou péchant par manque d'optimisme. Les loyers étaient ridicules, mais il fallait des années pour se voir attribuer un appartement, et des relations bien placées ou beaucoup de chance pour en obtenir un qui ne soit pas misérable. Les détails de livraison pour une Trabant allemande, une Dacia roumaine, une Škoda tchèque ou une Lada soviétique pouvaient atteindre quatre ans, et le prix d'achat des voitures équivalait à autant d'années de salaire. Dans cet univers orwellien, l'argent avait pour ainsi dire perdu toute valeur sauf, bien sûr, le magique billet vert qui servait de bakchich absolu à tous les échelons de la société et donnait accès aux magasins secrets de la nomenklatura. Dans ces cavernes d'Ali Baba, on pouvait acheter de la vraie vodka, des cigarettes américaines, des cigares cubains, du foie gras français, des voitures étrangères sans liste d'attente, parfois même des appartements immédiatement disponibles sur le marché libre. Le dollar

américain était l'atout maître dans la vie quotidienne et à tous les échelons de la bureaucratie. Les populations vivaient dans la contrainte, la médiocrité et l'arbitraire, après avoir connu des épisodes de terreur plus ou moins atroces, mais tous ces menus inconvénients étaient balayés d'un revers de main par les thuriféraires du régime au motif que celui-ci, faute d'avoir réalisé le paradis sur terre, avait au moins réussi ce premier exploit plein de promesses : éradiquer le capitalisme.

Pouvions-nous imaginer une chose pareille ? Aujourd'hui, un quart de siècle seulement après sa chute, le communisme a été relégué au rayon des vieux souvenirs pratiquement effacés. On « célébrera » cette année le centième anniversaire de la révolution de 1917, mais pour la plupart des moins de quarante ans, y compris en Europe, tout se passe aujourd'hui comme si le cauchemar n'avait jamais existé. Lénine ? Vous avez dit Lénine ? Le mur de Berlin ? Mais quel mur ? De quel rideau de fer parlez-vous ?

Dans un passé récent, Nicolas Werth, grand spécialiste de l'URSS et de la Terreur stalinienne, se trouvait à Magadan, ville champignon de l'Extrême-Orient russe surgie à partir de rien en 1929 pour servir de capitale à l'archipel concentrationnaire soviétique. Principal centre de transit pour des centaines de milliers de bagnards en route pour la Kolyma, lieu de relégation pour les anciens *zeks* après leur sortie des camps, Magadan n'avait jamais existé que par et pour le Goulag. C'est dans cette agglomération hantée par le souvenir de millions de cadavres, désertée par la moitié de sa population après la fermeture du Goulag au milieu des années cinquante, que Nicolas Werth, moins d'un quart de siècle après la chute du communisme, croise une jeune serveuse de « pizzeria du bout du monde » qui lui demande : « C'est quoi ce Goulag dont vous parlez ? Un groupe rock<sup>1</sup> ? »

La faculté d'oubli est aussi le propre de l'homme.

---

1. Nicolas Werth dans l'émission *Répliques*, diffusée le 3 janvier 2015 sur France Culture.

Ce petit récit illustré concernant mes tribulations des années 1976-1977 en Europe de l'Est n'a d'autre propos que de rappeler à quoi ressemblait cet étrange continent aujourd'hui disparu, et de s'interroger tout bêtement: comment a-t-on pu, dans une région à peu près civilisée du monde, en arriver à de telles monstruosité? Comment a-t-on fait, dans une bonne partie de l'Occident, pour croire à *ça*?



Le centre de Berlin-Est, un dimanche après-midi d'octobre 1976. « Donne ta voix aux candidats du Front national ! », rappelle un panneau géant qui constitue la principale animation dans cette rue aux trois quarts déserte. Le Front national désigne la « coalition » électorale regroupant le Parti communiste et quelques formations politiques satellites.

## Berlin-Est: bref passage à vide

Octobre 1976. Voici donc Checkpoint Charlie, haut lieu des affaires d'espionnage et symbole mondialement connu du communisme. Le mur paraît avoir été inventé pour John Le Carré. On le voit dans les films et les téléfilms presque aussi souvent que la tour Eiffel. Il suffit qu'il apparaisse pendant quelques secondes sur un écran, avec ses miradors, ses VoPos<sup>1</sup>, ses barbelés, pour que vous vous disiez : Attention ! Communisme ! Rideau de fer ! Antichambre du Goulag !

Pour approcher le mur en vrai, il faut d'abord arriver à Berlin-Ouest, autre curiosité historique. En 1976, ce n'est plus une aventure : on s'y rend généralement en avion, qui atterrit dans un aéroport petit mais normal, et pourtant le voyage vous procure un léger frisson, surtout si on est comme moi enclin à la paranoïa et à la claustrophobie. La ville est un îlot biscornu en forme de croissant planté au beau milieu de la République démocratique allemande, entouré de ce mur infranchissable long de cent cinquante-cinq kilomètres. À partir de la frontière de l'Allemagne de l'Ouest, il faut par

---

1. Abréviation pour les membres de la *Volkspolizei*, la « police du peuple » de la République démocratique allemande, chargée notamment de la surveillance des frontières.

voie de terre s'enfoncer de deux cents kilomètres en territoire « ennemi » sur une autoroute sécurisée bordée de barbelés ou utiliser un train spécial réservé aux visiteurs venus de l'univers capitaliste. À tout moment, les autorités du pacte de Varsovie auraient pu interrompre le trafic routier et ferroviaire et isoler Berlin-Ouest sans même risquer une nouvelle guerre mondiale. En 1948, le blocus avait duré trois cent quarante-sept jours, et la ville n'avait survécu que grâce à un pont aérien géant assuré à grands frais par les États-Unis. Au moment de la crise des missiles à Cuba, en 1962, la crainte d'un nouveau blocus de l'ancienne capitale du Reich était dans l'air. En 1976, un tel scénario est devenu très improbable, mais il reste un sentiment de vulnérabilité. Pour les habitants de Berlin-Ouest, la liberté d'aller et de venir dépend toujours de la bonne volonté des Soviétiques : la ville n'est défendue militairement que par une garnison symbolique et, en cas d'un soudain regain de tension entre l'Est et l'Ouest, les armées du pacte de Varsovie pourraient s'emparer des trois secteurs occidentaux sans même tirer un coup de canon. Malgré ses rassurants espaces verts, ses cyclistes tranquilles, ses pacifistes à cheveux longs, son absence de service militaire, ses squats du quartier de Kreuzberg, son mode de vie nonchalant et anticonformiste, Berlin-Ouest reste une ville-otage, à la merci de la première grosse bourrasque venue de l'Est.

Pour passer du côté communiste, me dit-on, le plus simple consiste à monter dans un taxi et à claironner : Chauffeur ! Checkpoint Charlie ! Quelques années plus tard, au début des années quatre-vingt, une amie un peu distraite m'expliquera que son fiancé de l'époque avait tout bêtement pris le métro pour aller à Berlin-Est, d'où elle en concluait que le mur n'existait pas vraiment, qu'il était une exagération de plus de la propagande américaine. Longtemps après, je comprendrai que des lignes de métro ont toujours continué de traverser les deux parties ennemies de la ville, mais que les stations situées à l'Est étaient condamnées, à l'exception de celle de la Friedrichstrasse, devenue un poste-frontière aussi infranchissable que les autres, avec ses VoPos et ses